

TRAVAUX PUBLICS

Vers la création d'un groupe d'entreprises nationales

La création d'un groupe d'entreprises nationales du secteur des travaux publics est envisagée, selon Amar Ghoul qui évoque des facilitations pour les entreprises publiques. Le ministre des Travaux publics laisse entendre, par ailleurs, que l'appel d'offres pour la réalisation de l'autoroute des Hauts-Plateaux (1 300 km) risque d'être uniquement national.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Nous sommes en train de réfléchir à la création d'un groupe d'entreprises nationales du secteur des travaux publics», a déclaré, jeudi dernier, le ministre de tutelle.

Amar Ghoul, qui avait inauguré au Palais des Expositions (Pins-Maritimes) la dixième édition du Salon international des travaux publics (SITP-2012), a laissé entendre que ce groupe devrait regrouper, certes, les entreprises publiques mais aussi les entreprises privées ainsi que les bureaux d'études. La tutelle incite d'ailleurs les opérateurs nationaux activant dans le domaine à se constituer en groupements pour la réalisation des

projets sectoriels, à développer le partenariat public-privé. Citant un nombre de 7 000 entreprises de réalisation et 550 bureaux d'études opérationnels actuellement, Amar Ghoul a relevé que l'outil national améliore davantage son expertise et sa capacité à réaliser des projets. Cela même si le concours étranger reste encore de mise, notamment pour la réalisation des projets complexes du point de vue technique (les grands tunnels, notamment). Cela outre la nécessité d'une meilleure maîtrise de la chaîne de réalisation, un défi que le secteur des travaux publics «s'attelle à relever», affirme son premier responsable.

Bonus au secteur public

Pour autant, la tutelle mise sur le développement du secteur public qui détient actuellement 40% du marché national. Certes, 51 entreprises publiques de ce secteur ont déjà bénéficié d'un important programme de soutien financier et d'appui à la modernisation (plus de 120 milliards de dinars).

Néanmoins, les entreprises publiques bénéficieront également d'autres mesures de facilitation, dans le cadre de l'accès à la commande publique et la passation de marchés publics. A ce propos, Amar Ghoul évoque des procédures spécifiques plus fluides, ainsi que le recours possible à la consultation.

Dans ce contexte, le ministre des Travaux Publics a estimé que l'appel d'offres qui sera lancé pour la réalisation de l'autoroute des Hauts-Plateaux risque d'être uniquement national. «Nous nous acheminons à ce que l'appel d'offres soit national», dira M. Ghoul qui précise que les études relatives à cette autoroute

sont bien finalisées et que les travaux de réalisation devraient être lancés dès 2013.

La réalisation de cette autoroute, longue de 1 300 km de linéaire global et devant relier El Aricha (Tlemcen) à Bouchebka (Tébessa), ne comporte pas de contraintes techniques et topographiques, «pas de défis énormes que l'outil national ne puisse pas relever», dira M. Ghoul. D'où la possibilité pour des entreprises nationales de participer à la réalisation de ce projet, dont le coût reste encore à déterminer.

Relevons que ce projet autoroutier, réparti en trois lots distincts (lot Ouest : El Aricha, Saïda, Tiaret : 295 km ; lot Centre : Tiaret, Msila, Batna : 505 km ; lot Est : Batna, Khenchela, Tébessa, Bouchebka : 220 km), sera relié à l'autoroute Est-Ouest par douze pénétrantes projetées. Ce projet s'inscrit dans le cadre du schéma national d'aménagement du territoire et du schéma directeur routier et autoroutier à l'horizon 2025 et vise tant à décongestionner le trafic automobile qu'à

booster le développement socioéconomique de la région des Hauts-Plateaux.

Plus de 15 000 km de routes et autoroutes projetés

Amar Ghoul a indiqué que 4 000 km de voies routières et autoroutières seront lancées dans cette région, essentiellement pour désenclaver les zones montagneuses. Le ministre des TP a également indiqué que dix mille kilomètres de routes sont projetées dans le sud du pays, outre le lancement, dès l'année prochaine, de onze liaisons autoroutières entre les ports et l'autoroute Est-Ouest ainsi que l'impulsion de la troisième rocade (153 km reliant Tipasa à Tizi-Ouzou) et la quatrième rocade (262 km reliant Khemis-Miliana à Bordj-Bou-Arreridj), notamment. Une dynamique que le SITP 2012, qui se déroule du 21 au 25 novembre 2012 et regroupe sur deux hectares 343 exposants dont 141 étrangers de 17 pays, est voué à valoriser davantage.

C. B.

ELLE A POUR OBJECTIF D'ARRIVER À UN SYSTÈME D'ALERTE

Une cartographie des zones inondables est en cours

Les régions exposées aux inondations seront bientôt identifiées grâce à une étude technique qui permettra de les cartographier. L'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH) est chargée de la réalisation du projet, en collaboration avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL).

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les effets catastrophiques des inondations, qui ont régulièrement endeuillé le pays et causé des dégâts matériels importants, pourraient être maîtrisés grâce à une meilleure connaissance des zones inondables sur le territoire national. C'est vers cet objectif que s'oriente le secteur des ressources en eau en lançant une étude dans le but de cartographier ces zones grâce à l'utilisation des images satellites et de la télédétection.

Intervenant, hier, lors d'une rencontre consacrée à l'étude et la cartographie des zones inondables en Algérie, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a assuré que les résultats de

l'étude en question réalisée avec l'ASAL seront connus dans une année. Selon le ministre, et à l'issue du travail de recherche, un listing des aménagements sera effectué en vue d'atténuer le phénomène des inondations. Ce sont 150 millions de dinars qui ont été consacrés au projet. Il s'agira notamment, selon le premier responsable du secteur des ressources en eau, de réaliser les aménagements des cours d'eau et des berges d'oued. A terme, ce sera un système d'alerte inondations qui sera mis en place, selon le responsable, une fois les techniques spatiales utilisées pour cartographier les zones à risque, notamment les sites urbains. De ce fait, et sur la base de données exposées par les services météorologiques et ceux de l'hydraulique, une alerte pourra être donnée quatre heures avant la survenue d'une éventuelle inondation. D'autres intervenants, dont les collectivités locales, seront aussi concernés par cette alerte. Dans son intervention, le ministre a aussi insisté sur la nécessité de l'entretien régulier des cours d'eau et du respect des normes de construction à proximité

des cours d'eau comme moyens de prévention contre les inondations. Ce sont ainsi 20 milliards de dinars qui seront consacrés à la lutte contre le risque inondations à travers 70 projets dans le cadre du programme quinquennal 2012-2014. Le ministre expliquera aussi que le suivi et l'actualisation régulière des connaissances du risque inondations sont des nécessités. Il s'agira à travers le projet d'établir des documents précis, de déterminer et de cartographier les zones à risque, d'évaluer les impacts des crues et des inondations. Le responsable mettra aussi en évidence le taux important d'accroissement de la population et le rythme du développement socioéconomique du pays qui «ne permet plus une occupation anarchique du territoire déjà marqué par une certaine vulnérabilité et sujet à une pression qui peut générer un déséquilibre régional». C'est vers la fin de l'année 2013 que les premiers résultats de l'étude pourront être exploités et qu'on pourra faire une première évaluation et définir les orientations à prendre en charge, selon Hocine Necib.

F-Z. B.

AÉRONAUTIQUE

Un pôle d'excellence pour pourvoir les forces aériennes

De la formation des techniciens, l'Ecole supérieure des techniques de l'aéronautique (ESTA) de Dar El-Beida est en passe de devenir un pôle pour l'excellence où seront assurés, dans différentes spécialités, des cours d'ingénieurs suivant le système LMD.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Selon le plan-directeur de l'école, un cycle de master sera bientôt ouvert — et plus tard un doctorat — aux licenciés déjà formés dans le cadre de ce nouveau cursus diplômant en sciences de l'aéronautique. Une formation approuvée par le ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique qui crédite le diplôme par plus de valeur sur le marché de l'emploi et offre bien d'autres perspectives aux militaires démobilisés.

Ce faisant, l'Esta a fait un effort considérable en termes de moyens pédagogiques mis à disposition des élèves-officiers. Tout est désormais

fait à l'aide des nouvelles technologies de l'information et de la communication : tableaux tactiles et outils multimédias en plus, bien sûr, des laboratoires dédiés aux travaux pratiques sur les matériels militaires fraîchement acquis par l'Armée nationale populaire. De même qu'elle a recruté beaucoup d'universitaires pour les besoins d'encadrement. Le personnel civil représente actuellement 42% du corps enseignant. Vu le nombre limité des postes budgétaires ouverts par le ministère de la Défense nationale, la sélection reste néanmoins de rigueur : «Pour une centaine de postes ouverts au titre de l'exercice en cours, l'école a reçu 4 500 candidatures. Les critères de choix ont été revus naturellement à la hausse et le dernier de la classe a eu un bac avec 15,5/20 de moyenne», a-t-on souligné, jeudi dernier, lors d'une visite guidée par le général Slimane Chaib, commandant de l'air de la 1^{re} Région militaire, où les journalistes ont eu droit à une présentation de l'école faite par le commandant de l'école, le

colonel Mohamed Fraoucen. L'école, faut-il le rappeler, recrute des bacheliers en mathématiques, techniques mathématiques ou sciences expérimentales, âgés de 18 à 21 ans. Dans le cadre du système LMD, les recrues de l'école subiront une formation de 7 500 heures en licence, réparties comme suit : 3 000 heures en tronc commun et 4 500 heures dans la spécialité. L'enseignement militaire et sportif n'en représente que 18%. L'ESTA permet ainsi de larges perspectives de spécialisation : systèmes et équipements de bord, systèmes d'armements, aéronautique, structure et propulsion aéronaves, avionique et télécommunications...

Militairement parlant, elle n'assure qu'un cycle d'application d'une année (1 500 heures). Ses diplômés poursuivent les cours de perfectionnement et d'état-major dans d'autres écoles supérieures de l'ANP. Aussi, l'école ne forme pas de civils. Elle pourvoit uniquement les unités de l'Armée.

L. H.

EN SE CONFORMANT À LA NOUVELLE LOI

L'Union des associations des parents d'élèves se redéploie

L'Union nationale des associations des parents d'élèves se met à l'heure de la nouvelle loi sur les associations. Elle a tenu jeudi une assemblée constitutive.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Avec presque 15 000 associations de parents d'élèves activant au niveau des différentes écoles réparties à travers le territoire national, l'Union nationale des associations des parents d'élèves se place juste derrière les comités de quartiers en terme numérique.

Déjà existant depuis 2008, l'Union nationale des associations des parents d'élèves a dû revoir son statut pour se conformer avec la nouvelle loi sur les associations. Son président, Ahmed Khaled, a rappelé à l'ouverture des travaux que si à ses débuts, l'Union avait réussi à s'imposer comme un partenaire incontournable, l'organisation a connu, au fil des années, des difficultés qui ont pratiquement paralysé ses structures faisant d'elle «un corps sans âme».

La relance de ses activités n'a été rendue possible que grâce à la volonté de ses adhérents. En se conformant au nouveau texte encadrant les activités des associations, l'Union espère reprendre sa place de partenaire soucieux d'améliorer le cadre général d'apprentissage au niveau des établissements scolaires. Elle se fixe pour objectifs, la restructuration de l'organisation des parents d'élèves au niveau national, la création d'un réseau pyramidal élargi des associations de parents d'élèves au niveau des wilayas, des daïras, des communes et des établissements scolaires.

Elle compte également entamer la réorganisation du mouvement associatif des parents d'élèves, la coordination avec le ministère de l'Education nationale, la proposition de solutions et la collaboration avec les associations s'intéressant à l'éducation, à la santé et à la protection des droits des enfants.

N. I.